L'ABEILLE.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 61, Rue Chartres.

Prix des Souscriptions..... $12 | payable d'avance
Prix des Annonces..... 25 cents | par ligne.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 11 FEVRIER 1842.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

REFORME FINANCIERE DE L'ETAT.

Nous devons, il faut payer ; les dépenses excèdent les recettes : il faut, ou les réduire à ce niveau ou trouver un moyen d'augmenter les recettes. Le but, comme on voit, consiste à nous libérer d'abord, et ensuite à mettre en équilibre nos recettes et nos dépenses : ainsi le veulent la sagesse et l'honnêteté qui ne sont point autres pour les gouvernemens, autres pour les individus. Mais d'accord sur le but, on peut différer sur les moyens de l'atteindre. Faut-il, par exemple, réduire les recettes au niveau des dépenses, y compris l'intérêt et le remboursement de la dette ? Faut-il, sans rien changer aux dépenses, augmenter les recettes au moyen de nouvelles taxes ? Faut-il enfin prendre un moyen mixte, consistant à diminuer un peu les dépenses et à augmenter un peu les recettes afin d'arriver au même but tout en conciliant autant que possible tous les intérêts ? Cette dernière opinion semble être la plus sage, c'est celle que recommande le trésorier et c'est aussi celle qui trouvera le plus de partisans dans le public comme dans la Législature.

Toutefois la question, même dégagée des deux hypothèses extrêmes, n'est point d'une solution facile ; car le principe posé il reste encore toutes les difficultés de l'application, et ces difficultés sont très grandes, très graves. Quelle sera la part qu'on demandera à l'augmentation des taxes ? Quelle sera celle qu'on demandera à la diminution des dépenses ? Quel rapport y aura-t-il entre ces deux parts ? Ce n'est pas tout ; car, ces questions résolues, il restera encore à déterminer sur quelle partie des dépenses portera la réduction et sur quels objets portera l'augmentation des taxes ?

Il y a, en effet, dans tout budget de dépenses des articles non susceptibles de diminution à moins de vouloir entraver et même désorganiser le service ; il y en a d'autres où une diminution, sans être absolument impossible, serait en définitive plus nuisible qu'utile ; il y en a d'autres enfin où une diminution ne présenterait aucune difficulté, aucun inconvénient, à ne consulter que l'intérêt général, mais qui cependant deviendrait à peu près impossible par l'influence hostile de quelques puissantes familles intéressées au maintien du *statu quo*.

L'assiette des nouvelles taxes n'est pas non plus facile à déterminer si l'on veut le faire avec convenance et justice. Sur quel objet porteront-elles ? commment ? dans quelle proportion ? Il est certainement beaucoup plus facile de poser ces questions que de les résoudre.

Notre intention n'est point d'entrer dans l'examen détaillé des divers *bills* relatifs à notre réforme financière, tâche immense qui serait probablement au-dessus de nos forces. Nous avons seulement voulu faire comprendre la haute importance du sujet et les innombrables difficultés qu'il présente, afin d'engager nos législateurs à lui accorder toute l'attention qu'il mérite.

Cependant il y a dans le bill intitulé "Acte pour augmenter le revenu de l'Etat," deux dispositions que nous ne saurions approuver et qui disparaîtront sans doute dans la discussion.

La section 4 porte : "La taxe suivante est par le présent imposée sur toutes les ventes de propriétés " immobilières, faites de gré-à-gré, à savoir: sur toute " somme n'excédant pas $10,000, un pour cent, et " sur toutes sommes excédant $10,000, un demi pour " cent."

Cette distinction entre les ventes n'excédant pas dix mille piastres, et celle excédant cette somme pour imposer les premières d'un pour cent et les dernières d'un demi pour cent seulement, nous semble souverainement injuste, puisqu'elle consacre un privilège en faveur des riches, au détriment des pauvres. Ainsi, d'après le bill, la taxe sur l'achat d'une propriété de $10,000 serait de $100, tandis que la taxe sur l'achat d'une propriété de $20,000—se serait que de la même somme de $100. Or, est-il juste que $20,000 ne paient pas plus que $10,000 ? Ainsi, toujours d'après le bill, la taxe sur l'achat d'une propriété de $10,000 ne serait que de $80, tandis que celle sur l'achat d'une propriété de $10,000 serait de $100. Est ce là de la justice?

Sans aucun doute on a rédigé cette disposition avec les meilleures intentions, on a pensé que les transactions de dix mille piastres et au dessous étant les plus fréquentes, les plus usuelles, ce seraient celles qui contribueraient le plus à remplir les coffres de l'Etat ; et cette supposition n'est pas sans fondement. Mais ce n'est pas une raison pour établir un taux moindre en faveur des transactions importantes. Si vous trouvez le taux d'un pour cent trop élevé abaissez-le à demi pour cent ; mais ne faites pas une distinction odieuse entre les petites ventes et les grandes ventes; car le pauvre ne doit pas être, par la loi, plus maltraité que le riche. Si l'on voulait absolument faire une distinction, elle devrait être au contraire en faveur des petits qui contribuent toujours plus aux charges publiques proportionnellement que les riches.

On objectera peut-être que le bill ne mérite point ces reproches, puisqu'il ne fait que fixer un chiffre au dessus duquel la taxe sera moins forte qu'au-dessous; que les riches peuvent faire de petites affaires et les pauvres de grandes, il n'y a point de distinction injuste. Mais tout cela n'est que spécieux. Les riches font quelquefois de petites affaires, il est vrai ; mais les pauvres n'en font jamais de grandes : leurs moyens ne le permettent pas. Ils auront donc à payer sur toutes leurs transactions un pour cent, pendant que les riches n'en paieront que demi dans la majeure pa rtie des cas. Lorsqu'ils feront de petits achats les riches paieront autant que les pauvres, ni plus ni moins; mais, lorsqu'ils feront de grands achats, ils paieront moins que les pauvres. Quant au chiffre, il ne semble être là que pour masquer ce que la mesure a d'injuste et d'aristocratique.

La même section 4 porte : nul écrit n'aura l'effet "de transférer la propriété, même d'une partie à l'au- "tre, si ce n'est du moment où l'enregistrement en au- "ra été fait," c'est-à-dire après la taxe payée. La section 3e contient aussi une disposition analogue.

Or, quelle nécessité y a-t-il de bouleverser les principes du droit à propos d'une mesure fiscale d'une nature transitoire !

NOUVELLE ESCROQUERIE.—Décidément notre pauvre ville est infestée de filous. Hier, il était peut-être midi, M. Martin Soye causait avec quelques-uns de ses amis à la porte de la Bourse, quand il lui vint à l'esprit de leur montrer un portefeuille qui contenait $300 en billets de banque, et cinq doublons mexicains. Il voulait, disait-il, échanger cet or contre du papier. Les offres de ses amis ne lui ayant pas convenu, il reforma le portefeuille devant eux, le mit dans la poche de son paletot, et se dirigea, en passant par la Bourse vers la Banque des Citoyens. Au sortir de la rotonde, il chercha son portefeuille pour en retirer les doublons, mais par de portefeuille. Il se fouilla de la tête aux pieds ; il sonda toutes ses poches, mais ce fut en vain. Impossible de palper la moindre peau de maraquin.

Il regarda ses amis avec étonnement ; ceux-ci se regardèrent entre eux, et ce ne fut qu'après quelques instans de réflexion qu'ils parent enfin comprendre, que dans le court trajet qu'ils venaient de faire de l'entrée de la Bourse au sortir de la rotonde, l'index et le pouce de quelque industriel s'étaient insinués dans la poche de M. Soye, et l'avaient charitablement débarrassé de près de $400.

Vraiment on a raison de dire que la science fait tous les jours de nouveaux progrès, et la science de la filouterie en particulier.

Encore une fois "gare aux poches."

ENCORE UNE ESCAPADE.—Le commis du steamer *Augusta*, s'est enfui hier, emportant avec lui une forte somme en *bank note*, appartenant au capitaine du steam-boat, ainsi que des valeurs considérables soustraites à plusieurs lettres qu'on lui avait confiées.

EXCEDENT.—Le coroner Cruisi a été appelé avant hier à examiner le cadavre d'un individu trouvé mort à l'encoignure des rues St. Paul et Nouveau Canal. On n'a pu découvrir quel était son nom, mais l'on pouvait juger facilement par la physionomie de sa figure qu'il avait dû mener une vie disipée. Il a été rendu un verdict en conséquence.

Arrestation de nouveaux jaseurs.—T. C. Brome et Joun Morgan ont été surpris hier dans l'une des chambres de l'Arcade de Banks, jouant gros jeux, et ont été immédiatement arrêtés par la police de la 2e municipalité.

THEATRE ST. CHARLES.—Le public continue à affluer à St. Charles, et cependant on n'y chante plus d'opéra. Décidément la célèbre comédie de "*London Assurance*," fera la fortune de tous les directeurs de théâtres américains. Nous félicions en particulier M. Caldwell, d'avoir monté cette pièce avec tout l'éclat et la pompe qui lui conviennent.

—Les Mohicans ont maintenant grand opéra. *Les Huguenots*, qui nous ont quittés, il y a quelques jours, ont été chanter hier soir la *Norma*, au théâtre de Mobile.

—La *Gazette de Baton Rouge* compte vingt-trois années d'existence : s'il est vrai, comme le dit certain axiome, que le temps consolide tout, la gazette ne doit pas craindre de s'en aller.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

Séance de jeudi 10 février 1842.

Sur motion de M. Farmer, et après dispense des règles, la chambre s'occupe d'une résolution du sénat relative aux titres de certaines terres situées sur la rivière Ouachita. La résolution est lue deux fois et adoptée.

M. Voorhies présente une résolution autorisant un comité d'examiner la bibliothèque publique, et d'en faire un rapport. MM. Voorhies, Boudousquié et Morse sont nommés de ce comité.

M. Morse présente un acte pour pourvoir à la publication des rapports de la Cour Suprême, lequel est renvoyé au comité des finances.

L'Orateur soumet à la chambre une communication des directeurs de la Compagnie du Gas, laquelle est déposée sur le bureau sujette à l'appel.

Sur motion de M. Spencer, et après dispense des règles, la chambre s'occupe d'une résolution du sénat qui enjoint au Bureau des Travaux Publics de faire nettoyer le lit de la Petite Rivière. Adopté.

L'Orateur soumet à la Chambre une communication du Bureau des Travaux Publics, concernant des travaux à exécuter à l'embouchure de la Petite Rivière, et accompagnée d'un rapport de l'ingénieur d'état. Renvoyée au comité sur les améliorations intérieures.

M. Phillips présente une résolution à l'effet de nommer un comité réuni qui serait chargé de prendre les mesures nécessaires pour la célébration du 22 février. Adopté. MM. Phillips, Harbour, Ellis, Auber et Couvillon sont nommés de la part de la chambre.

La chambre s'occupe du bill (provenant du sénat) dont l'objet est de changer l'époque des séances de la Cour de District de la paroisse Ste. Marie, lequel est renvoyé au comité judiciaire, avec un amendement de M. Winchester.

L'acte qui accorde un congé à M. G. Mahé, gardien du port de la Nouvelle-Orléans, est lu trois fois et adopté.

Plusieurs bills subissent une première lecture.

Ordre du jour.

L'acte qui pourvoit aux produits de la vente des terres publiques est déposé sur le bureau sujet à l'appel.

L'acte pour incorporer les compagnies de pompiers à la Nouvelle-Orléans, et déposé sur le bureau, sujet à l'appel.

L'acte amendant l'acte d'incorporation de l'école de médecine, est déposé sur le bureau, sujet à l'appel.

L'acte qui a pour objet d'accorder le droit d'un writ de *capias ad satisfaciendum*, dans toutes les poursuites en dommages-intérêts, résultant *ex-delicto*, est référé au comité judiciaire.

L'acte pour établir un système uniforme de garder les registres, etc., est déposé sur le bureau, sujet à l'appel.

L'acte supplémentaire aux divers actes relatifs aux élections, est déposé sur le bureau sujet à l'appel.

L'acte pour venir au secours de la paroisse de la Pointe-Coupée, est renvoyé à un comité particulier.

L'acte qui a pour objet de réjandre les bienfaits de l'instruction publique, est fixé comme devant être l'ordre spécial du jour, lundi prochain à midi.

L'orateur soumet à la chambre une communication de M. Preston, demandant qu'on lui accorde l'usage de la salle pour un cours sur le magnétisme animal. La demande est rejetée.

L'acte pour amender l'acte qui crée un bureau de travaux publics, est déposé sur le bureau, sujet à l'appel.

M. Winchester, après dispense, présente, au nom du comité judiciaire, un acte pour amender le Code de Procédure. Après une longue discussion, le bill est déposé sur le bureau, sujet à l'appel de la chambre.

M. Voorhies, du comité des enrôlemens, annonce comme dûment enrôlée la résolution qui a pour objet de faire connaître les *sentimens* de la Législature concernant la conduite tenue par les Mexicains vis-à-vis les individus composant l'expédition de Santa-Fé.

L'Orateur soumet à la chambre une communication des directeur de l'hôpital de charité. Renvoyée au comité des finances.

M. Voorhies, du comité des enrôlemens, annonce que plusieurs bills et résolutions ont été soumis au gouverneur, pour être par lui sanctionnés.

M. Phillips demande que la chambre s'occupe de la résolution relative à la Cour Suprême de l'Etat. La motion est adoptée, et la résolution est déposée sur le bureau, sujette à l'appel de la Chambre.

Le bill qui a pour objet d'autoriser le trésorier d'Etat à recevoir les fonds de l'Etat en payements de certaines taxes, est déposé sur le bureau, sujet à l'appel.

Sur motion, la Chambre s'ajourne.

Quelques-uns des nègres qui s'étaient récemment évadés de la geole de la 2de. Municipalité, ont été de nouveau arrêtés.

INTERIEUR.

FLORIDE.

Extrait de la correspondance floridienne du *Savannah Georgian* :

FLORIDE ORIENTALE, 29 janvier.

Le 21 courant, pendant l'absence de Ne-o-thloch-la-matbla de Tompa-Bay, son frère Tiger Tail a taché de s'avancer avec ses guerriers Tal'ahassens qu'il commande. Leur dessein a été heureusement découvert à temps, et la plupart des Indiens ont été repris. Tiger-Tail, trois guerriers et quatre femmes sont parvenus à s'échapper. La femme de Tiger-Tail, et son enfant jeune homme âgé de quinze ans, n'ont pas été retrouvés. Ils ont sans doute rejoint les Seminoles qui se croyaient en sureté et conduits au quartier. Cela déterminera peut-être l'Indien à revenir se constituer prisonnier.

Aussitôt que l'on se fut aperçu de leur projet, tous les Indiens qui se trouvaient réunis alors à Tompa, au nombre d'environ 340, dont 100 guerriers, ont été transportés à bord de quelques navires mouillés dans la baie. Le 25 courant, le major Plympton, à la tête de quatre-vingts hommes du 3me. d'infanterie, étant tombés sur la trace du fameux chef, Halleck Tust-augge, est venu lui offrir la bataille près de la source de Hand Creek, à l'entrée du lac Dunn, à l'est de St. Johns. Le combat n'a duré que quarante-cinq minutes; il n'y a qu'un soldat de tué, et deux de blessés. Deux guerriers indiens ont été faits prisonniers.

—La loi du Mississipi dite "*Gallon Law*" vient d'être abrogée.

—Mitchell, le célèbre faussaire, a été admis à fournir caution pour une somme de deux mille dollars.

On parle de placer ailleurs la statue de Washington (faite par Greinough) que l'on avait posée sur un superbe piedestal, au centre même de la rotonde du capitole. Il paraît que le lieu a été mal choisi, car la masse contient de statue s'est attirée bien des critiques, depuis qu'elle trône au capitole.

—Il s'est déclaré, il y a quelques jours, à St. Louis, un incendie, dont les progrès ont été si rapides, que les pompiers n'en ont le dessus qu'après beaucoup de peines et de dangers. On croit généralement que c'est l'œuvre d'un incendiaire.

NAUFRAGE.—Le navire anglais *Branches*, allant de Liverpool à Savannah, a été jeté par la tempête, le 5 décembre dernier, par 4° de long. 30 deg. 30 de lat. sur les îles Stadwell. Les équipage et les passagers ont eu le temps de se sauver.

—Toute la récolte de coton de B. F. Porter, habitant du comté de Tuscaloosa, dans l'Etat de l'Alabama, ainsi que les moulins et autres établissemens, ont été dernièrement consumés par incendie.

—La ville de Sydney a été illuminée au gaz pour la première fois, le 25 du mois de mai 1841. C'est la première ville de l'Australie, et même de toute l'Asie, où pareille innovation ait eu lieu.

Un Baron Américain.— Nous lisons dans la *Gazette de St. Louis*, qu'un citoyen de cette ville vient d'hériter du titre de baron et de biens immenses, sans compter la petite somme ronde de $1,000,000 qu'il doit toucher aux Indes Orientales, *en argent*.

Indemnité Chinoise.— Des $6,000,000 payés par les Chinois aux Anglais pour la rançon de la ville de Canton, $4,000,000 ont été payés par les autorités de la ville, et les deux millions restant ont été fournis par de simples marchands.

Les plus grands propriétaires de biens-fonds résident en Russie, pays qui couvre un cinquième au moins de la surface du globe, et qui possède une étendue de forêts de près de cinq cent millions d'arpens.

Les Russes s'occupent beaucoup de manufactures, depuis quelque temps. Il y a dans la Russie 7000 manufactures, où 412,531 maîtres et ouvriers trouvent de l'occupation. Ces manufactures sont diverses comme suit : 600 sont de laines, 227 de soies, 1918 de cuirs, 444 de chandelles, 486 de quincaillerie, et le reste de salpêtre, sucre, potasse, couleurs et tabac. Le commerce intérieur se fait au moyen de foires, telles par exemple, que celles qui se tiennent à Novgorod, où il se débite quelquefois des denrées et marchandises pour une valeur de 8,000,000 de livres sterling. Les autres principales foires se tiennent à Cérenuaja, Irbit, Rastow, Kretchensk et Romny, en 1838, il s'est vendu sur ces différens marchés des marchandises pour plus de 12,500,000 livres sterling. Le commerce d'importation de la Russie, s'est élevé en 1838 à un peu moins de 11,000,000 de livres sterling. Les exportations, dans le courant de cette même année se sont élevées à 14,000,000 de livres.

(*Savannah Georgian.*)

VARIÉTÉS.

LE SOLDAT DE NANTERRE.

Dans une matinée d'automne de l'année 1803, au milieu des bois qui entourent le parc de la Malmaison, Bonaparte, suivi d'un seul aide-de-camp, se promenait en causant avec Népomucène Lemercier, qui, la veille, avait lu une tragédie à la naissante cour consulaire, assemblage hétérogène de guerriers républicains et de grands seigneurs d'autrefois, où les uns venaient perdre leur rudesse et les autres donner des leçons d'étiquette. Bonaparte redoutait les lettres plus qu'il ne les aimait ; cependant il sentait combien elles sont indispensables à l'éclat du trône; il les appelait donc près de lui, mais il prétendait les soumettre aussi à son absolutisme. Dénué d'instruction, l'instinct du génie lui révélait assez sûrement les beautés et surtout les défauts d'un ouvrage. Il aimait la discussion littéraire, et quelquefois les auteurs n'y perdaient rien. Tout en devinant, les deux personnages paraissent incrédules et de la tragédie à la pièce, la conversation s'échauffait. L'un ne cédait rien à l'autre, le guerrier et le poète traitaient de puissance à puissance.

—Vous êtes tout Romain, Lemercier, disait le héros au philosophe ; mais il faut apprécier les choses selon son siècle.

—Oui, répondit l'auteur de la *Panhypocrisiade* ; mais la science d'un gouvernement est de diriger son siècle et de ne pas contraindre sa direction ; le chef d'un état ne doit faire ni plus ni moins que n'exige la société, et, quand elle s'ouvre une route nouvelle, il doit y marcher à sa tête ; c'est pour lui une cause et un effet et un acte de probité ; la probité est non moins indispensable au chef qui peut tout, qu'au moindre citoyen; le meilleur gouvernement est le plus juste; il est aussi le plus durable.

—En ce cas, répliqua le consul en prenant avec vivacité une prise de tabac, je ne crains rien pour le mien, car j'aime avant tout l'équité et je ne fais que ce que désire la nation ; elle sent qu'elle s'est trop avancée, elle redescendra quelque chose au passé pour s'améliorer en sûreté. Dans un terrain aussi mouvant que le nôtre, il faut rebâtir sur les vieux fondemens.

Le poète ne répondit rien, mais un sourire malin erra sur ses lèvres et il lança au grand capitaine un regard plus expressif qu'aucune réponse. La tragédie qui éclata un peu plus tard entre les deux personnages, à propos du refus de serment exigé alors des membres de la Légion-d'Honneur, aurait pu s'enflammer dans cet entretien, si le consul, qui cherchait à le rompre, n'eût aperçu un ancien militaire cheminant à travers le bois.

—Qui es tu ? lui cria-t-il à quelques pas de distance.

Le soldat s'arrête, reconnaît son général, et, immobile, la main relevée sur l'oreille, répond :

—Un de vos anciens soldats d'Egypte, citoyen consul.

—Oui, je te reconnais; tu as servi dans mes guides, tu étais près de moi à Saint-Jean-d'Acre.

—La preuve, général, dit le soldat en montrant la profonde cicatrice qui brille sur sa mâle figure.

—Oui, tu te nommes Triaire ; c'est toi qui le premier planta le drapeau français au sommet du rempart.

—C'est vrai, général, et je roulai avec un pan de muraille dans les fossés, où je serais encore si vous-même ne m'en avies fait retirer.

—Tu as la mémoire excellente.

—Ah ! dant ! et je me souviens aussi que le jour même vous me fîtes donner un sabre d'honneur, et sans compter une petite pension de trois cents francs à mon retour en France.

—Que fais-tu? où demeures tu?

—Je suis marié, général, et je demeure à Nanterre, pays de ma femme ; elle m'a apporté du bien, cinq quartiers de terre, assez bonne la terre, puis une petite maison et une vache, ne vous en déplaise. Avec tout cela et ce que je tiens de vous, mon général, je vis content, sans oublier le passé, nos batailles, nos canons et tout le train ; j'y pense tous les jours.

Le consul sourit, puis lui dit d'un ton grave :

—Tu es riche en effet, tu es trop riche, mon brave, et tu es heureux cependant !.... Où va-t-il maintenant.

—A Versailles, pour toucher ma pension, échue hier.

Le consul demanda à son aide-de-camp un crayon et un peu de papier, sur lequel il écrivit quelques lignes.

—Sais-tu lire? demanda-t-il à Triaire.

—Eh ! pardieu! excusez, mon général; si j'avais su lire, on peu *écrire* seulement, j'aurais fait mon chemin comme tant d'autres ; je serais peut-être.... du moins j'aurais été sergent. Oh ! que c'est malheureux de ne pas savoir lire ; mon père me disait toujours que....

—Tiens! reprit le consul en l'interrompant, tu remettras ce papier de ma part au payeur-général de Versailles. Adieu, mon brave, nous nous reverrons.

Et il congédia le vieux soldat. Puis, s'adressant à ses compagnons de promenade :

—Ce brave soldat se croyait encore à une fête en rappelant ses périls; la joie brillait dans ses yeux. Il ne faut que savoir s'y prendre, on fait des hommes tout ce qu'on veut pour.

C'est vrai, répliqua Lemercier avec son sourire fin et son coup d'œil pénétrant ; la grande difficulté, citoyen premier consul, est de commander à soi-même.

A ces mots ils rentrèrent dans le parc.

Le soldat d'Egypte, enchanté de la rencontre de son héros, chemina d'abord fort vite : mais l'ignorance et la défiance ne se séparent guère ; l'homme qui ne peut voir les choses que sous une face les juge presque toujours mal. Triaire éprouva un vif désir de connaître ce qu'exprimaient les lignes que le consul a tracées sur le papier qu'il tourne et retourne vainement. Enfin, l'inquiète curiosité du vieux soldat s'augmente sans cesse, et il s'entretient avec lui-même.

—Le consul, à qui j'ai raconté franchement tout ce qui m'est arrivé d'heureux, m'a dit : "Tu es riche, trop riche, mon brave;" pui, il a dit cela. Peut-être a-t-il tracé sur ce petit misérable bout de papier pour me retrancher une partie de ma pension pour la donner à un autre moins à son aise que moi ; ce ne pourrait pas me quitter, ou plutôt ce n'est pas montrant mon chemin comme s'il m'avait dit : "File !" il faisait une certaine mine renfrognée, il regardait de travers ou moi ou ce petit pékin qui était avec lui, car c'était un pékin ; il n'avait point d'uniforme ; je ne voulait il un de nous deux. Morbleu ! que c'est embêtant de ne savoir pas lire ! ça me tracasse trop, faut que je sache ce qu'il y a là-dessus. Si ce bûcheron que je vois au coin de l'allée savait déchiffrer ce papier ; ça n'est pas défendu, je veux lui ouvrir, et s'il y a quelque mal de moi, ça me regarde, je peux le faire tirer sans manquer à la consigne.

Malheureusement le bucheron n'était pas plus savant que le guerrier. L'incertitude devenait un véritable tourment pour Triaire.

—Monsieu! papier, a-t-il dit; je te brûlerais volontiers pour allumer ma pipe; mais, peste ! il faut le porter au payeur, et quand ce maudit papier contiendrait l'ordre de me faire fusiller, je le remettrais encore à son adresse.

Et le pauvre soldat, tout en songeant, l'augonnait, puis, raisonnait, marchait à pas redoublé : ses Versailles. A la descente de la colline du Chenay, il rencontre un porte-balle.

—Vous savez lire, vous, lui dit brusquement Triaire, votre état vous y oblige, lisez-moi ce papier.

Le porte-balle, surpris, prend le billet et le retourne dans tous les sens.

—Lisez donc ! lui dit le soldat avec impatience.

—C'est au crayon qu'on a écrit là-de sus.

—Eh bien ! au crayon, lisez toujours.

—Ah ! que je lise mon ancien; quelle chienne d'écriture ; c'est un chien à gâ.flonné ce papier.

Triaire le lui arrache des mains avec fureur.

—Un chat, pékin ! si toi et tent mille autres comme toi tombaient sous sa griffe, tu verrais ce que c'est que le chat.

—Ma foi, dit le paysan, ce n'en est pas moins un ignorant qui a bon besoin d'aller à l'école.

—A l'école ! ah ! c'est ju-tement lui qui y mène les autres et Dieu sait comme il les étrille. Passe-ton chemin, il est temps. Vive le consul et Saint-Jean-d'Acre !

Le porte-balle ne se fit pas répéter deux fois l'avis, et il fut très persuadé que le vieux soldat s'était échappé de Charenton. Triaire avait en effet la tête bouleversée, l'entrevue avec son chef, la joie, la crainte, l'incertitude, le mettaient en fièvre; cependant il fut assez maître de lui pour faire ce raisonnement :

—Si ce papier contient un ordre de réduction, il sera toujours temps de le remettre après le paiement: le consul ne m'a pas commandé de le présenter avant: recevons comme par le passé; après, nous verrons.

Triaire arrive au bureau et frappe; puis il présente au payeur le papier fatal de la part du premier consul. Celui-ci tient de quitter, ajoute-t-il, dans les bois de Malmaison. Le payeur jette les yeux sur le billet, le parcourt attentivement, se tourne vers Triaire, le prie de s'asseoir et lui présente lui-même une chaise avec un empressement presque respectueux. Il sort et rentre sans retard; quoique l'écriture de Bonaparte fût en effet presque illisible, le payeur avait parfaitement déchiffré l'ordre de compter à Triaire cinq mille francs, qu'il lui présenta avec une civilité fort rare chez les hommes d'argent et de bureau.

—Mon, s'écria le soldat d'Egypte en rayonnant de joie : le petit caporal fait toujours bien les choses. Je m'dit : "Nous nous reverrons", je ne manquerai pas au rendez vous.

Il courut le lendemain à la Malmaison, où il obtint la permission de remercier son illustre protecteur, qui depuis ne cessa de le combler de bienfaits.

Le soldat Triaire, qui a fait partie de l'armée du Rhin sous Kellermann, qui a combattu devant les Pyramides, en Italie, en Portugal, vit encore à Nanterre sous le toit que lui donna sa femme, cachant sous la blouse du laboureur ses deux décorations et noblement acquises. Il cultive les 6 ou quartiers de terre dont il vanta la fécondité à Napoléon ; il goûte le bonheur, mais ses yeux presque éteints se mouillent encore de pleurs lorsqu'il raconte la générosité et les victoires de son héros.

Triaire est entouré du respect de tous les habitans de Nanterre. Point de cérémonie publique où ce brave ne soit invité : on se plaît à le voir briller au milieu d'une population qui trouve en lui un débris vivant de notre époque de gloire, que vingt-cinq années à peine séparent de nous, mais que tant de malheurs semblent éloigner de plus d'un siècle. Triaire se refuse aux honneurs qu'on veut lui rendre, il fuit la foule et se cache. Cependant, il y a quinze ans que le roi, il traversait le village de Nanterre à la tête d'un cortège formé autour d'une jeune fille remarquable par sa grâce et sa décence. Vêtue de blanc, le front voilé, elle marchait vers le temple, où, la couronne de roses à la main, l'attendait le pasteur du lieu, pour lui donner la bénédiction nuptiale. Triaire s'approche de la jeune fille sage. Cette rosière était la fille du brave Triaire; après avoir reçu toutes les distinctions du courage, ce guerrier semblait heureux et fier de voir sa fille obtenir la récompense de la vertu. Chaque mère la montrait à son fils, et l'on s'entretenait de sa vie exemplaire, employée dès l'enfance à secourir, à soulager son vénérable père : on racontait que le grand-chancelier de la Légion-d'Honneur, instruit de sa pitié filiale et de sa précoce intelligence, lui avait envoyé une admission gratuite à la maison royale de Saint Denis, et l'on admirait comment la jeune Triaire avait obstinément refusé de cette faveur un moment désirée.

Je serais heureuse de m'instruire; mais mon père a besoin de moi, je ne veux apprendre à travailler que pour le servir.

DE PONGERVILLE,
De l'Académie Française

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Meridian, Pascud, Anvers, R Grening & co
Barque Lion, Goldschrift, Cs. de Ct, L H Gale
Levant, Hull. Havane, Alexander & Hynes
Brick Susan, Jewitt, H vane, W H Paris
Goel. Melissa, Varnum, Mobile

ARRIVES.

Bateau de remorque Swea, Limbert, des Passes.
Bateau de remorque Prairie, Davis, des Passes.
Bateau de remorque Wright, de la Balize, 18 manoeuvre
Vaisseau Mountaineer, Stickney, de Londres via Mobile.
Brick Renovation, Pringle, de St. Thomas.
Goel. Bob. Custer, Shepherd, Atakapas.
Goel. Terry Not, McIntyre, Grand Caillou.
Goelette de guerre texienne San Antonio, de Galveston.
Navire à vapeur Monmouth, Pugh, Mobile.
Steamer Patrick Henry, Dorsey, St. Martinville.
" Clipper, Berry, Bayou Sara.
" Tete, Lawrence, St. Louis.
" Lark, Clark, Bayou Sara.
" Ambassador, Branham, Vicksburg.
" Ben Hardin, Batchelder, Natchez.
" Deniton, Kercheval, St. Louis.
" Lacoste, Pease, Columbia.
" Teche, Gordon, des Opelousas.

DERNIERES DATES.

New York	jan 30	Londres	jan 3
Boston	jan 29	Liverpool	jan 4
Philadelphie	jan 29	Paris	jan 2
Washington	jan 26	Havre	jan 1
Baltimore	jan 25	Bordeaux	déc 26
Charleston	fev 3	Madrid	déc 30
Ste. Croix	jan 15	Cadiz	déc 16
Tampico	jan 26	Havane	fev 2
Mexico	jan 15	Houston	fev 4

BALLE ST. LOUIS.

Anniversaire de la naissance de Washington,
22 FEVRIER 1842.

UNE souscription est ouverte pour un bal qui aura lieu le 22 février, jour anniversaire de la naissance de Washington.

On trouvera la liste déposée au Café de la Bourse, à l'Hôtel St. Charles, à la Maison des Marchands, etc.

Chaque souscripteur payera dix piastres et recevra des billets pour se rendre.

Les noms des souscripteurs qui n'auront point de dame accompagnant pourront s'inscrire de l'intérieur des
fev10—11,12,13,14,16

COLLECTION DE TABLEAUX.

UNE splendide et extraordinaire collection de tableaux des plus anciens maîtres des écoles Italiennes, Françoise et Flamandes, à vendre à des prix modérés au No. 64, rue de Chartres.

Entrée gratis—90 10 fev.

CANDIDATS POUR LA PLACE DE MAIRE.

A Messieurs les Editeurs de l'Abeille.

Messieurs,

Ayez la bonté de publier dans votre journal qu'à la demande d'un grand nombre de ses amis, M. WILLIAM FRERET a consenti à être de nouveau candidat à la place de Maire de la ville de la Nouvelle-Orléans et pour d'autres objets," approuvé par le Gouverneur, le 5 du courant.

Par ordre de la Direction.
9 fev FRED. FREY, Caissier.

BANQUE DE CARROLLTON
Nouvelle-Orléans, le 8 février 1842.

CONFORMEMENT à une résolution du bureau de la Direction, les actionnaires de cette Institution sont par le présent invités à s'assembler le 2e lundi de mars prochain à la Banque à 6 heures P. M. à l'effet d'adopter telles mesures qui seront jugées convenables relativement à la loi récente de cet Etat intitulé "Un acte pour faire vivre les chartes des différentes Banques établies de la ville de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres objets" approuvé par le Gouverneur le 5 du courant.

Par ordre du bureau de la Direction.
9 fev JOHN NICHOLSON, caissier.

ASSOCIATION CONSOLIDÉE DES CULTIVATEURS DE LA LOUISIANE.
Nouvelle-Orléans, 7 février 1842.

EN vertu d'une résolution de la direction, les actionnaires de cette Banque sont notifiés d'avoir à payer le cinquième, par écrit, à la direction, jusqu'au 21 courant, leur souscription à l'acte de cette Banque, pour faire revivre les chartes des diverses Banques établies dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres objets," approuvé et publié ce jour dans l'Abeille, gazette officielle de l'Etat, ou leur refus de l'accepter.

9fev O. MILTENBERGER, Caissier.

BANQUE DU COMMERCE DE LA N. ORLEANS.
Nlle. Orléans le 7 février 1842.

UNE assemblée des actionnaires de cette Banque est par le présent convoquée pour avoir lieu à la banque, mardi le 1er. mars prochain, fête de célébrer une réception en la prise d'un acte de la Législature, intitulé: "Acte pour faire revivre les chartes des différentes banques de la Nouvelle Orléans et pour d'autres objets," approuvé par le Gouverneur, le 5 du courant.

Par ordre de la Direction.
9 fev FRED. FREY, Caissier.

BANQUE DE CARROLLTON
Nouvelle-Orléans, le 8 février 1842.

CONFORMEMENT à une résolution du bureau de la Direction, les actionnaires de cette Institution sont par le présent invités à s'assembler le 2e lundi de mars prochain à la Banque à 6 heures P. M. à l'effet d'adopter telles mesures qui seront jugées convenables relativement à la loi récente de cet Etat intitulé "Un acte pour faire revivre les chartes des différentes Banques établies de la ville de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres objets" approuvé par le Gouverneur le 5 du courant.

Par ordre du bureau de la Direction.
9 fev JOHN NICHOLSON, caissier.

ASSOCIATION CONSOLIDÉE DES CULTIVATEURS DE LA LOUISIANE.
Nouvelle-Orléans, 7 février 1842.

EN vertu d'une résolution de la direction, les actionnaires de cette Banque sont notifiés d'avoir à payer le cinquième, par écrit, à la direction, jusqu'au 21 courant, leur souscription à l'acte de cette Banque, pour faire revivre les chartes des diverses Banques établies dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres objets," approuvé et publié ce jour dans l'Abeille, gazette officielle de l'Etat, ou leur refus de l'accepter.

9fev O. MILTENBERGER, Caissier.

BANQUE DU COMMERCE DE LA N. ORLEANS.
Nlle. Orléans le 7 février 1842.

UNE assemblée des actionnaires de cette Banque est par le présent convoquée pour avoir lieu à la Banque le 1er. mars prochain, fête de célébrer une réception en la prise d'un acte de la Législature, intitulé: "Acte pour faire revivre les chartes des différentes banques de la Nouvelle Orléans et pour d'autres objets," approuvé par le Gouverneur le 5 du courant.

Par ordre du Bureau des Directeurs.
9fev GEO. O. HALL, Caissier.

BANQUE DE CARROLLTON.
Nouvelle Orléans, le 7 février, 1842.

UNE élection pour être directeurs durant l'année courante, aura lieu à la Banque lundi 7 mars prochain, entre 10 heures A. M. et 3 heures P. M.

Par ordre de la Direction.
9 fev GEO. O HALL, Caissier.

VENTES DE SHERIF.

La Banque des Ameliorations de la Nouvelle-Orléans en Aimee Canonge et J. F. Canonge—No. 12319—John Slidel et J. Canonge—No. 12047.

COUR DE PAROISSE.

EN vertu d'un writ de feri facias et en vente d'un alias writ de fi facias a moi adressés par Phon. Louis Cantrelle Juge de paix du 2me. arrondissement de la ville de la Nouvelle-Orléans et pour cette dite ville et paroisse de Cité, rue St. Louis entre les rues Chartres et Royale, dans cette ville, mercredi le 23 février 1842, à midi:

Les quinze parts du fonds capital de la Compagnie d'Assurance des Marchands, et

10 sections du fonds capital de la Compagnie d'Assurance de 1000 cent chacune, ensemble et les risques de mer. Saisies dans l'affaire